

**CONSULTATION PUBLIQUE N° 2019-005 DU 27 MARS 2019 RELATIVE A LA
STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX DE
DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL.**

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-dessous les réponses de SAVE à la consultation publique n° 2019-005 du 27 mars 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel.

En préambule, SAVE accueille favorablement l'initiative de la CRE d'adapter la structure des tarifs ATRD, largement inchangée depuis 2003, aux évolutions des modes de consommation. Cette adaptation devrait permettre d'améliorer le signal économique envoyé aux acteurs et ainsi réduire le coût de gestion du réseau pour les clients finals.

Toutefois, pour le bon fonctionnement du marché, SAVE souhaite que la mise en œuvre de ces mesures soit adaptée dans le temps, afin de s'assurer que les GRD ont mis à jour leur offre, que la compétitivité des offres de marché par rapport au Tarif Réglementé de Vente n'est pas dégradée et que l'économie des contrats en cours n'est pas perturbée.

Q1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ? (page 17)

En accord avec de la CRE, SAVE considère que les changements proposés ne peuvent entrer en vigueur que dès lors que les SI des GRD sont adaptés. Nous sommes donc favorables à ce que la mise en œuvre des évolutions soit décalée après 2020, afin de laisser le temps d'adaptation nécessaire aux GRD.

Par ailleurs, SAVE constate que les changements proposés dans la structure des tarifs ATRD peuvent être de nature à modifier significativement l'économie de contrats en cours. A ce titre, SAVE est donc favorable à ce que la mise en œuvre intervienne au-delà de l'horizon de commercialisation des ces contrats, soit environ 3 ans.

Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ? (page 18)

En préambule, SAVE regrette que le mode de calcul actuel de la CTA introduise un biais de compétitivité entre fournisseurs, du fait de la méthode de calcul de l'assiette.

Si SAVE est favorable à une continuité tarifaire entre deux options, SAVE recommande donc que, préalablement à l'étude de la continuité tarifaire sans tenir compte de la CTA, soit effectuée une revue complète du mode de calcul de la CTA afin de supprimer le biais entre fournisseur.

Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ? (page 19)

SAVE est favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh, dans la mesure où cette mesure conduit à une meilleure répartition des coûts du réseau en fonction des usages.



Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ? (page 19)

SAVE partage l'analyse de la CRE, dans la mesure où cette mesure conduit à une meilleure répartition des coûts du réseau en fonction des usages.

Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ? (page 20)

SAVE est favorable, sur le principe, à la scission de l'option tarifaire T2 afin de mieux répartir les coûts du réseau en fonction des usages.

Concernant le calendrier de mise en œuvre, SAVE est favorable au 2^{ème} calendrier mentionné par la CRE, afin d'éviter la multiplication des changements de tarifs qui pourrait survenir dans le cas de l'établissement d'un premier seuil avant la généralisation de Gazpar.

Par ailleurs, SAVE souhaite que cette mesure soit mise en œuvre dans un délai compatible avec l'exécution des contrats en cours et ne modifie pas la compétitivité des offres par rapport au Tarif Réglementé de Vente.

Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ? (page 20)

Dans le but de mieux répartir les coûts du réseau en fonction des usages, SAVE souhaite que soit également étudiée l'opportunité de permettre la souscription d'un tarif T3 pour les sites ayant une consommation inférieure à 300 MWh par an et pouvant être relevés de manière mensuelle.

Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ? (page 21)

SAVE est favorable sur le principe à cette mesure qui conduit à une meilleure répartition des coûts du réseau en fonction des usages.

SAVE partage l'analyse de la CRE quant à la nécessaire progressivité de ce rééquilibrage.

Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ? (page 23)

SAVE est favorable à la différenciation de la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité.

Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ? (page 23)

SAVE est favorable à la différenciation sur la base de la consommation journalière réalisée. SAVE note que pour certains sites T3 pour lesquels un compteur journalier est installé, il est dès aujourd'hui possible de mettre en place une tarification sur cette base. Pour les autres sites, le déploiement du projet « Satellite » devrait permettre la mise en place de cette tarification dans les prochaines années.

Dans l'attente de ce déploiement, SAVE considère que la mise en place d'une composante tarifaire basée sur la capacité journalière normalisée (CJN) du profil ne permet pas d'envoyer le signal économique pertinent. En effet, les profils (fondés sur la part hiver dans la consommation) ne reflètent qu'imparfaitement la consommation des clients à la pointe de l'hiver. Elle pourrait donc créer des effets de bord injustifiés alors même que la mesure ne serait pas pérenne.



Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ? (page 23)

SAVE observe que la CRE n'est pas en mesure d'observer une tendance claire de sur ou sous couverture des coûts dans le cadre actuel pour les clients concernés.

SAVE n'est donc pas favorable à la mise en place de cette mesure sans que soit démontré son intérêt pour améliorer la répartition des coûts du réseau en fonction des usages.

Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? (page 24)

SAVE est, par principe, favorable aux mesures permettant une meilleure répartition des coûts du réseau en fonction des usages.

Toutefois, concernant le calendrier de mise en œuvre de cette mesure, SAVE observe que la filière biométhane est aujourd'hui dans une phase d'émergence, au cours de laquelle le développement de nouveaux investissements permet de générer des économies d'échelle qui assureront la compétitivité future de la filière.

Dans ce contexte, la mise en place, à court terme, de la mesure proposée par la CRE risquerait de freiner le développement du biométhane, alors même qu'il est amené à jouer un rôle important dans les prochaines années sur le marché français du gaz.

SAVE souhaite donc que le calendrier d'application de la mesure soit décalé afin de ne pas limiter l'émergence de la filière.

Q12 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure des tarifs ATRD ? (page 24)

SAVE souhaite que la CRE étudie la possibilité d'inclure dans les tarifs ATRD un signal économique aux clients finals disposant de capacités d'effacement et/ou d'interruptibilité.

